5 SOLUTIONS POUR PRÉSERVER L'EAU DANS UNE FRANCE QUI SE RÉCHAUFFE

OXFAM
France

INTRODUCTION

Les épisodes de sécheresse en France et dans le monde s'enchaînent sans que des mesures d'ampleur ne soient prises pour faire face à ces bouleversements. Notre ressource la plus chère, l'eau, est alors menacée. D'ici à 2050, à cause de la crise climatique, 20% de la population européenne sera exposée à des risques de pénuries d'eau. Certaines communes françaises ont déjà dû prendre des mesures de restriction face au manque d'eau. Pourtant de nombreuses solutions existent pour préserver l'eau et la rendre accessible à tou·te·s.

SOLUTIONS

1 IMPOSER UNE TARIFICATION SOCIALE DE L'EAU

Une mesure simple et efficace consisterait à faire payer davantage ceux qui consomment plus l'eau. **L'objectif est de rendre accessible à tou·te·s les premiers m3 d'eau essentiels pour boire, se nourrir ou se laver**. Mais au-delà d'une certaine consommation, le prix de l'eau devient progressif afin de réguler les usages secondaires qui ne profitent qu'à une minorité (golfs, piscines, ski...). Cette mesure a déjà fait ses preuves puisque la ville de Dunkerque l'a mise en place en 2014. La commune a divisé la tarification en trois tranches : l'eau essentielle *(0 à 80m3 à 0,83€/m3)*, l'eau utile *(81 à 200m2 à 1,53€/m3)* et l'eau dite de confort *(+ de 200m3 à 2,04€/m3)*. Cette mesure s'accompagne d'aides pour les familles nombreuses ayant une consommation d'eau essentielle élevée. **Une réussite pour la ville de Dunkerque qui a vu sa consommation d'eau baisser de 10%.** Cette transformation dans la tarification de l'eau peine à faire des émules puisque seulement 41 communes françaises l'ont mise en place. Il est alors grand temps d'interpeller les collectivités locales sur ce sujet.

2 TRANSFORMER NOS MODÈLES AGRICOLES

Aujourd'hui, en France, **l'agriculture représente près de 58% de notre consommation d'eau**.[1] La moitié de cette eau est utilisée pour la culture du maïs qui est exporté à 40% et sert quasi exclusivement à nourrir les élevages. **L'eau n'est donc pas utilisée pour nous nourrir mais pour satisfaire des intérêts économiques**. Notre agriculture conventionnelle dopée aux intrants chimiques est très gourmande en eau et empêche les sols d'assurer leur fonction de stockage. Nous devons alors repenser la géographie des cultures, prendre soin de nos sols qui sont nos meilleurs alliés pour capter le carbone, préserver la biodiversité et stocker l'eau. Pour cela, il faut réduire au maximum le travail du sol car labourer supprime les éléments les plus vivants sous nos pieds, privilégier les couverts végétaux freinant considérablement l'évaporation de l'eau ou encore miser sur la diversité des cultures. **Selon l'INRAE, l'agroécologie améliore la capacité de rétention de l'eau de 10 à 15%.** Cette refonte de notre agriculture est un chantier indispensable d'une transition écologique crédible face à l'urgence, elle doit être soutenue par nos pouvoirs publics.

3 PRÉSERVER LE COURS NATUREL DE L'EAU

Lorsqu'il pleut, une partie de l'eau s'infiltre dans les fissures de notre sol et finit par buter sur un couche imperméable du sous-sol pour former une nappe phréatique. **Les nappes représentent alors notre plus grand stock d'eau** et il est indispensable de s'assurer de leur bon remplissage. C'est de là que nous tirons 2/3 de l'eau que nous buvons et 1/3 de l'eau consommée par l'agriculture.[2] Pourtant, l'artificialisation de nos sols prive les nappes phréatiques d'eau. **Aujourd'hui, 6% à 9% des terres françaises sont artificialisées[3] ce qui crée une couche imperméable empêchant l'eau d'infiltrer les sols.** De plus, le caractère chauffant des surfaces bétonnées et l'absence de végétation sont autant d'obstacles à une bonne conservation de l'eau. Les mégabassines sont alors l'exemple typique de cette modification du cours de l'eau. Ces énormes réservoirs artificiels d'eau utilisés pour l'agriculture favorisent l'évaporation de l'eau, ne bénéficient qu'à une extrême minorité d'exploitations (5%) pour irriguer essentiellement du maïs et viennent pomper dans les nappes phréatiques, nous privant encore un peu plus de notre ressource la plus chère. [4]

4 RÉPARTIR ÉQUITABLEMENT L'EAU ENTRE TOU·TE·S

Lors des épisodes de tensions autour de l'eau, le gouvernement français encourage généralement les usagers à la sobriété. **Pourtant, la consommation d'eau potable des particuliers ne représente que 26% de la consommation totale d'eau en France contre 58% pour l'agriculture et 16% pour l'industrie et l'énergie.** Alors qu'en période de sécheresse de nombreuses communes imposent des restrictions à la population, nous pouvons nous interroger sur la manière dont nous répartissons l'eau. **Le prélèvement de l'eau pour l'industrie chimique ou pour un champ de maïs ne peut se faire au détriment de la consommation essentielle des ménages**. Dire qu'il faut économiser l'eau n'est pas un problème. Se concentrer sur l'eau potable - qui sert à boire, manger ou se laver les dents - et fermer les yeux sur les domaines où la consommation est massive, pour des usages économiques, souvent non vitaux, est plus problématique.

5 SOUTENIR LES PAYS IMPACTÉS PAR LA CRISE DE L'EAU

L'accès à l'eau est un droit humain défini par le sixième objectif de développement durable pourtant **2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas un accès sûr à l'eau**[5]. Dans notre dernier rapport, **nous révélons que les changements climatiques entraîneront une augmentation de l'insécurité hydrique dans différentes régions du monde et par conséquent une aggravation de la faim, des maladies et des déplacements de populations.** On estime que la moitié des lits d'hôpitaux du monde sont occupés par des personnes atteintes de maladies liées à l'eau[6]. Les pays du G20 ont émis 73% des émissions de gaz à effet de serre en 2021[7] mais ce sont les pays les plus pauvres qui subissent les conséquences des changements climatiques et de la pression autour de l'eau. Les pays riches et pollueurs, dont la France, doivent réduire immédiatement leurs émissions de gaz à effet de serre et payer pour cette situation dont ils sont les principaux responsables. La solidarité n'est plus un choix, c'est un devoir. **Il est urgent d'injecter sans tarder les 114 milliards de dollars annuels requis par l'ONU dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.**

AGISSEZ AVEC OXFAM

en rendant possible chacune de nos actions !

WWW.OXFAMFRANCE.ORG

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

NOTES

1 Chiffres : INARE
2 Chiffres : Le Monde
3 vie-publique.fr
4 Confédération Paysanne : «LES MÉGA-BASSINES, UNE FAUSSE SOLUTION FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE»
5 Chiffres : ONU
6 Chiffres : Organisation météorologique mondiale
7 Rapport Oxfam : Les dilemmes de l'eau